



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2022/2457

Renouvellement des réseaux électriques  
Interdiction temporaire de stationnement et restriction temporaire de circulation rue des  
Etats Généraux

### LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,  
Vu l'arrêté n° A 2022/2061 du 20 octobre 2022 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,  
Vu le code de la route,  
Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par l'**entreprise SEIP- 4**, allée des Dévodes 91160 Saulx-les-Chartreux, en vue d'effectuer des travaux de renouvellement des réseaux électriques

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement et de la circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux.

### ARRÊTE

Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature est interdit **du mercredi 4 janvier 2023 au vendredi 3 février 2023** :

**Rue des Etats Généraux**, sur 10 places de stationnement de chaque côté pair au droit du n°2 à l'angle avec l'avenue de Paris et côté impair au droit du n°49 à l'angle avec la rue Benjamin Franklin.

Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Article 3: **La circulation** des véhicules de toute nature s'effectuera sur une chaussée rétrécie à l'aide d'un alternat manuel ponctuel en fonction de l'avancement de travaux **du mercredi 4 janvier 2023 au vendredi 3 février 2023 de 9h à 17h** :

**Rue des Etats Généraux**, dans sa partie comprise entre l'avenue de Paris et la rue Benjamin Franklin.

Article 4: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 15 décembre 2022